

La suppression des aides sociales en question...

écrit par Pierre Duriot | 29 décembre 2023



Le maire LR de Villeneuve-le-Roi, Didier Gonzales, a refusé

d'accorder un chèque de Noël à une famille dont l'un des fils est impliqué dans les émeutes de l'été dernier. « Ce n'est pas la solution », expliquent quelques « bonnes âmes », à gauche.

Et ce serait quoi la solution alors, pour qu'enfin ces parents là tiennent leurs enfants et qu'on ne les retrouve pas nuitamment, à caillasser les patrouilles de policiers ou de pompiers, dès l'âge de 10 ans ?

Mais au fait, qui sont ces enfants ? Imagine t-on ce qui se passerait, si dans un village du Tarn, on attrapait quelques élèves de CM2 ou de 6ème, issus de familles de villageois, en train de faire la même chose ? Les parents se retrouveraient au commissariat de gendarmerie, seraient sommés de payer les dégâts et se verraient même, éventuellement retirer leurs enfants, qui seraient placés. Et non seulement, les « bonnes âmes » de gauche ne diraient pas que ce n'est pas la bonne solution, mais insisteraient pour que la sanction soit encore plus dure.

Et puisqu'il n'y a jamais de relâche, en l'attente du sempiternel « rendez-vous avec les Français », dont le président à le secret, pour ne rien dire, voilà les mêmes qui remettent sur le tapis les violences policières. Qui se plaint des violences policières dans ce pays ? Toujours pas ceux qui conduisent avec assurance et permis et qui s'arrêtent quand ils en reçoivent l'ordre. Les voilà également qui enchaînent avec les contrôles au faciès. Qui se plaint des contrôles au faciès ? Les gens de la Creuse ? Non bien sûr. Les policiers ne font pas de contrôles au faciès, ils contrôlent le type de population qui statistiquement revient le plus souvent dans les affaires de violence, de drogue et de conduite sans assurance et sans permis. Pourquoi iraient-ils contrôler des gens qui, statistiquement, ne sont quasiment jamais en infraction ?

Mais cela est masqué par une habile dialectique de

circonstance. Ils sont « pauvres ». Non, ils ne sont pas pauvres, le 93 par exemple, est situé au 15^{ième} rang national en matière de PIB, il bénéficie de transports en commun, d'infrastructures, de services publics, régulièrement dégradés et rebâtis, là où la Lozère ne bénéficie de rien de tout cela, et où personne ne se plaint. Par contre la déclaration de revenus par habitant, dans le 93, est la plus faible de France. Comment expliquer ce paradoxe ? C'est simple, la déclaration de revenus, c'est l'argent propre. Le PIB contient entre autres, l'argent des allocations, qui ne se déclare pas et l'argent sale, qui ne se déclare pas non plus, mais qui est comptabilisé dans le PIB départemental, depuis Sarkozy. C'est ainsi que dans le 93, on peut ne rien déclarer aux impôts, rouler en Porsche Cayenne et organiser des mariages communautaires bruyants avec des voitures de luxe. Ce qui ne se fait pas dans l'Allier.

Ils sont issus de quartiers « populaires ». Oui, comme les enfants des villages reculés du Morvan, qui sont également « populaires », entendre peuplés de classes sociales vivant sous et aux limites du seuil de pauvreté, fixé autour de 800 euros par mois, loyer compris. Mais dans le Morvan, avec les jeunes des villages « populaires », il ne se passe rien. Le mot « populaire » remplace le mot « ethnique » et avec des mots choisis, on arrive à faire croire que des gens qui bénéficient de l'ensemble des services de l'État, de moyens de transports, d'infrastructures sportives et culturelles quasiment gratuites, qui habitent très près des grands centres universitaires, qui bénéficient de classes dédoublées et d'activités périscolaires, seraient des « oubliés de la nation », ce qui leur donnerait le droit de se plaindre des violences, de la stigmatisation et d'un racisme systémique... voire de tout casser. Quand des provinciaux se voient nantis d'à peine le dixième de ce dont bénéficient les « quartiers » et restent respectueux des lois et des cadres. La fable et les éléments de langage

durent depuis quarante ans, avec quel résultat ? Plus ça va, pire c'est. Les villages sont maintenant totalement déshabillés, les zones sensibles ont englouti des milliards de « plans » en tous genres... le niveau scolaire s'en est-il amélioré ? Non. La délinquance y a-t-elle baissée ? Non plus. Un élève de 6ième en tirerait la conclusion que les solutions employées ne sont pas les bonnes, mais les idéologues énarques pensent au contraire qu'il faut aller plus loin, donner plus d'argent, quel argent ? Et organiser des concours d'État parallèles, réservés à ces « jeunes là ». Ils ont le niveau et ils sont Français ou ils n'ont pas le niveau et sont Français autrement ? Parce que si c'est la première option, à quoi riment les aménagements spéciaux, légaux et financiers ?

Le maire de Villeneuve-le-Roi a raison, la première des libertés, c'est la responsabilité et la première des conditions pour devenir Français est d'être traité comme tous les Français. Il est évident que la suppression des aides sociales doit intervenir dès la première condamnation, dès le défaut de suivi de l'enfant. Que ces allocations familiales soient plafonnées à trois enfants par adulte. C'est à dire que si un adulte célibataire avec trois enfants reforme un nouveau couple, il ne peut prétendre à des allocations pour de nouveaux enfants avec le nouveau conjoint. Ceci afin que la famille soit gérable et que certains ne pratiquent pas l'enfantement comme source de revenu. Macron a toujours refusé de considérer que les violences policières soient « systémiques », arguant qu'elles sont le fait d'individualités, pour une fois, il a parfaitement raison. Et même, pourrait-on dire, quand on arrête plusieurs fois par mois les mêmes individus, qui sont insultants et provocateurs avec les forces de l'ordre, on peut considérer qu'il y a des possibilités de s'en énerver un tant soit peu.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.